

## PROLIFÉRATION DE VENDEURS ILLICITES DE PRODUITS PYROTECHNIQUES

## Un Mawlid «explosif» en vue

«A mon époque, il y avait une table de vente de produits pyrotechniques tous les dix mètres, maintenant c'est une seule table qui longe toute la rue. Là, vous pouvez me croire, il y a au moins le chargement de deux navires», fait remarquer Rachid.

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)** - La quarantaine bien entamée, cet Algérois, «pure souche», rencontré à la rue Ali-Amar (ex-la Lyre) à Alger, comptait, durant sa lointaine jeunesse, parmi les vendeurs occasionnels de produits pyrotechniques.

A quelques jours de la célébration du Mawlid Ennabaoui, date marquant la naissance du prophète Mohamed (QSSSL), cette rue d'Alger est devenue par tradition La Mecque des vendeurs mais aussi des acheteurs de pétards, fumigènes, fusées, bougies et autres double bombes.

Et c'est tout le quartier qui est pris d'assaut par plusieurs dizaines de jeunes vendeurs à la sauvette. En dépit de l'interdiction officielle frappant la vente et le commerce de ces produits jugés dangereux, Alger, mais également toutes les autres villes du pays sont inondées de ces explosifs Made in China, très prisés tant par les enfants que les adultes. La vente se fait au vu et au su des autorités.

La présence d'un commissariat de police à la rue Bouzrina, à quelques mètres seulement de ces vendeurs qui s'adonnent, insouciant, à leur com-

merce à même la chaussée, illustre parfaitement l'incapacité (ou la complaisance) de l'Etat à juguler le phénomène.

«Il y a tellement d'argent ici que la moindre intervention de la police risque de provoquer une véritable émeute», tente d'expliquer Rachid. «C'est un secret de Polichinelle, tout le monde sait comment cette marchandise sort du port», nous dira notre interlocuteur.

Fausse déclaration, tchipsa et complicité à tous les niveaux (port, douane, police) sont les mots-clés de ce commerce juteux qui rapporte plusieurs milliards de centimes aux importateurs tapis dans l'ombre et quelques dizaines de milliers de dinars aux petits vendeurs à la sauvette. Pas seulement, puisque «même les vendeurs de vêtements d'importation du coin versent, le temps d'une fête religieuse, dans le commerce du pétard en disposant leurs produits à l'entrée de leur magasin», nous confirme notre interlocuteur.

Hormis les victimes de ces jeux dangereux dénombrées chaque année le jour de la célébration du Mawlid, tout le monde semble trouver son compte dans ce commerce



Alger et toutes les villes du pays sont inondées de ces explosifs made in China.

coincé entre une loi qui l'interdit et une tradition qui le perpétue.

#### El-kadous, la nouvelle fureur du Mawlid

Depuis longtemps, de nombreuses familles algériennes tiennent à célébrer «bruyamment» l'anniversaire du Prophète de l'islam. Ce n'est pas les prix astronomiques affichés sur les différents modèles de pétards qui les en dissuaderont.

«Je ne peux pas décevoir mes enfants. Ils ont tout à fait le droit de s'éclater comme les autres», nous avoue ce père de

famille qui dit dépenser chaque année «jusqu'à 6 000 DA en pétards». Debout à côté de sa table entièrement recouverte d'articles pyrotechniques de toute sorte, Hamid ne sait plus où donner de la tête.

Les acheteurs, seuls ou en groupes, se succèdent. Qui pour demander les prix, qui pour s'approvisionner. Cette année, c'est le fameux el-kadous (tube, ndr) qui fait fureur.

A 1 800 DA le pack de 12 unités, cet explosif est une sorte de feu d'artifice. Une boule qu'on introduit à l'intérieur d'un tube placé

par terre. Après consommation de la mèche, préalablement allumée, la boule est éjectée dans l'air avant d'exploser en étincelles de différentes couleurs. «C'est un produit qui se vend bien. Vous pouvez même le revendre à 2 500 DA», nous conseille un jeune commerçant. Et à mesure que la date du Mawlid avance, les prix augmentent. «Un paquet de 1 000 bougies étincelantes proposé la veille à 1 700 DA, est cédé aujourd'hui à 2 000 DA», relève Rachid.

Et sur ces tables, il y a les traditionnels pétards à 50 DA le paquet, les

doubles bombes à 250 DA la boîte de dix, les fusées à 650 DA, et les cônes de fumigènes à 1 200 DA.

Comme à la rue de la Lyre, d'autres endroits de la capitale sont envahis par des vendeurs de produits pyrotechniques. El-Biar, Ben Omar, Boumaâti, Bouzaréah et Bab-El-Oued (Trois-Horloges) sont autant de lieux où les importateurs véreux trouvent, grâce à leurs contacts qui disposent de réseaux de revendeurs sur place, la possibilité d'écouler sans s'inquiéter leur marchandise.

L. M.

## RÉALISATION DE LA GRANDE-MOSQUÉE D'ALGER

# Les experts se penchent sur le choix d'un système parasismique

**Comment construire la Grande-Mosquée d'Alger en respectant les paramètres modernes parasismiques et sécuriser ce futur complexe d'envergure. Telle a été la problématique abordée hier par les spécialistes, lors d'une journée d'étude consacrée aux isolations sismiques.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Des experts venus notamment du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon et de la Turquie ont été mis à contribution dans le but d'adopter les systèmes les plus performants pour la réalisation du projet de la Grande-Mosquée d'Alger.

Les spécialistes des services du Contrôle technique de la construction ont également présenté les travaux réalisés au niveau de leurs services.

Selon M. Mohamed-Lakhdar Alliou, directeur de l'Agence nationale de réalisation et de gestion de Djamaâ El-Djazaïr, il s'agit

de passer en revue les études réalisées dans le domaine des systèmes parasismiques.

Le but étant, selon ce responsable, de sécuriser une construction qui devrait tenir non pas seulement pendant cent ans, mais une dizaine de siècles. Pour cela, la concertation a été élargie aux experts internationaux outre les spécialistes nationaux. Mais ces derniers, expliquera M. Alliou, ne disposent pas d'une grande expérience. Il précisera, également, que les experts du CTC sont présents à toutes les réunions programmées dans le cadre de la première phase de

l'étude technique de la réalisation de la Grande-Mosquée d'Alger.

Une problématique demeure cependant et concerne la réglementation parasismique algérienne. Cette dernière ne couvre, en effet, que les dispositions concernant les systèmes classiques de protection et n'évoque pas les systèmes modernes, selon M. Alliou.

Ainsi, la nécessité d'aller vers l'adoption de techniques parasismiques modernes exigera inévitablement des textes adaptés.

Pour sa part, le D<sup>r</sup> Yellès Chaouche Abdelkrim, directeur du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique, insistera encore une fois, sur la prise en compte du paramètre sismique dans toutes les constructions. L'expert notera, qu'à partir de l'année 2000, les

chercheurs algériens ont commencé à s'intéresser à la sismicité marine après la sismicité continentale.

Les zones du littoral ont donc été étudiées plus attentivement, selon l'intervenant, en vue de situer la faille. Pour la première fois, explique le D<sup>r</sup> Yellès, une carte des failles en mer a été réalisée en vue de connaître de façon claire l'aléa sismique.

Ainsi les régions côtières ont été couvertes, des frontières de l'est à celles de l'ouest, explique le spécialiste du Craag. Actuellement, cinquante microsecousses ont lieu quotidiennement, dont 90 % ne sont pas ressenties par la population.

La région d'Alger est le siège d'une activité sismique. Ainsi, plusieurs failles actives y ont été mises en évidence par les cam-

pagnes marines effectuées entre 2003 et 2005. Dans la région continentale, les déformations sont essentiellement concentrées sur le pourtour du bassin de la Mitidja, au niveau de la région du Sahel pour la partie nord et à la bordure sud du bassin.

Par ailleurs, le D<sup>r</sup> Yellès a précisé, en se référant au code parasismique de l'année 2003, que la région d'Alger est classée zone III au vu de son aléa sismique élevé. Par ailleurs, et grâce aux stations sismologiques de la région centre du pays, l'activité sismique est suivie en temps réel.

Les travaux d'aménagement du site destiné à la construction de la Grande-Mosquée d'Alger, d'une superficie de 20 ha, dans la commune de Mohammadia, ont débuté en octobre 2008.

F.-Z. B.